

UN
ARTICLE
DE
MARTINE
MONOD

Trois ans après le crime
de Dallas
PLUS QUE JAMAIS
LA QUESTION
SE POSE :

QUI A TUÉ KENNEDY?

La photo reproduite par « Esquire ». En bas, l'agrandissement du coin supérieur gauche. On peut distinguer une silhouette d'homme.



TROIS ans après la mort de John F. Kennedy, une vague de doute gagnait l'Amérique. Au pays de la bonne conscience, une certaine angoisse se précise, que les éloquentes déclarations officielles n'apaisent plus. Au lendemain du crime de Dallas, 90 % des Américains se déclaraient satisfaits du rapport de la commission Warren, nommée par le président Johnson, concluant à la culpabilité du seul Oswald. Aujourd'hui, leur pourcentage est tombé à 32 % et s'amenuise tous les jours. Des livres récents reprennent l'enquête, serrent de près les témoignages, juxtaposent les faits. La presse, la radio, les grandes chaînes de télévision, malgré les réticences premières, doivent se faire l'écho de leurs travaux. Et devant l'opinion américaine, consternée et inquiète, l'ombre de Kennedy assassiné se dresse, impérative, et fait appel du rapport Warren.

On se souvient de la journée du meurtre. Le 22 novembre, à 11 h. 50, John F. Kennedy quitte l'aéroport de Dallas où il venait d'atterrir, en visite officielle au Texas. En compagnie de sa jeune femme, Jacqueline, il prend place sur la banquette arrière d'une limousine découverte, dont le gouverneur du Texas et Mrs John Connolly occupent les strapontins avant. Quarante minutes plus tard, à 12 h. 30, alors que la voiture venait de tourner à gauche dans Houston Street pour s'engager dans Elm Street et se diriger lentement vers un passage souterrain à trois voies, des coups de feu claquaient. Le président s'effondrait sur les genoux de Jacqueline, touché à mort. Également atteint, John Connolly, lui, devait avoir la chance de survivre à ses graves blessures.

Un déséquilibré isolé

La nouvelle éclata dans le monde entier comme un coup de tonnerre. Quel qu'il ait pu être, John F. Kennedy avait lié son nom à celui de la coexistence pacifique. Sa mort rendait un son particulièrement tragique. De son successeur, Lyndon B. Johnson, on ne savait pas grand-chose en dehors des États-Unis, sinon qu'il était texan. En Europe, beaucoup virent son visage pour la première fois sur la photo où il prêtait serment, dans l'avion qui ramenait le corps de Kennedy, aux côtés de Jacqueline encore vêtue de son tailleur rose souillé de sang.

Peu après l'attentat, un certain Lee Harvey Oswald avait été arrêté pour le meurtre d'un policier, nommé Lincoln. Il travaillait dans un dépôt de livres scolaires, installé dans Elm Street et d'où les coups de feu paraissent avoir été tirés. De là à l'inculper également de l'assassinat du président, il n'y avait qu'un pas que la police de Dallas franchissait allégrement. Oswald n'était farouchement — pas longtemps, d'ailleurs, car le 24 novembre, quarante-huit heures après les événements, il devait être abattu dans les sous-sols de la prison municipale par un patron de boîte de nuit, Jack Ruby, dont les liaisons avec les policiers de la ville étaient bien connues.

Le bilan de la police de Dallas était donc remarquablement négatif. Non seulement, elle n'avait pas réussi à empêcher l'assassinat de Kennedy, mais encore elle n'avait pas été capable de protéger le présumé coupable. Même pour une opinion publique particulièrement allergique à l'interrogation politique, il y avait là quelque chose de troublant. Pour faire taire les murmures, le président Johnson décida, dès le 29 novembre, de retirer l'affaire aux autorités texanes pour la confier aux autorités fédérales — le F.B.I. — et de nommer une commission spéciale d'enquête. Il en attribua la présidence à la personnalité la plus respectée de la magistrature des États-Unis, Earl Warren, président de la Cour Suprême. Auprès de lui, six hommes : deux sénateurs (un républicain et un démocrate), deux députés (le chef de la majorité démocrate de la Chambre et un des chefs du Parti Républicain) et deux juristes internationaux (Allen Dulles, ancien directeur des services secrets américains, et John McCloy, ancien haut-commissaire en Allemagne).

Le 24 septembre 1964, soit dix mois plus tard, la commission présentait ses conclusions. Elles pouvaient se résumer ainsi : Kennedy, comme Lincoln, avait été la victime d'un déséquilibré isolé. Oswald avait agi seul, il n'y avait ni complot, ni conjuration. La mort brutale du président était extrêmement regrettable, mais il n'y avait pas lieu de se poser de questions.

L'Amérique, soulagée, respira. L'image qu'elle se faisait d'elle-même, de sa pureté, de sa santé morale n'était pas compromise. Les journaux décadents d'Europe ou d'Amérique latine pouvaient bien émettre des doutes, elle méprisait ces viles insinuations et continuait, en toute sérénité, à s'émerveiller de ses propres vertus. Mais, paradoxalement à cette auto-satisfaction, un petit nombre d'hommes lésés refusaient de fermer les yeux. Patiemment, avec des moyens fatalement limités, ils débroussaient le maquis où se terrait la vérité. Bien loin de taire pieusement leurs découvertes, ils les proclamaient, étudiant impitoyablement le rapport Warren et en soulignant les lacunes, les faiblesses et les contradictions.

Des rumeurs « nuisibles »

Ainsi, un étudiant en droit de l'université de Cornell, Edward Epstein, rédigéait sous le nom de « rapport Epstein » (1) une contre-enquête accablante. Richard Popkin s'attachait à clarifier l'histoire bizarre d'un « second Oswald ». Mark Lane, ancien avocat de New York choisi par la mère d'Oswald pour défendre la mémoire de son fils devant la commission Warren, publiait « L'Amérique fait appel » (2), qui va paraître en français d'ici quelques jours aux Editions Arthaud et qu'on ne peut pas lire sans un profond sentiment de trouble.

Mark Lane vient de passer quelques jours à Paris où nous avons pu le rencontrer. Agé de trente-neuf ans, il est avocat depuis quinze ans, spécialisé dans les affaires criminelles. Il connaissait personnellement le président Kennedy. En effet, membre du Parti Démocrate, il s'était présenté en 1960 au Parlement de l'Etat de New York où il avait été élu avec le soutien, durant sa campagne, de celui qui n'était encore que le jeune sénateur Kennedy.

Dès les premiers jours, la façon dont était menée l'enquête lui parut infiniment suspecte et il exprima ses doutes dans un article qu'aucun journal n'accepta de publier. Finalement, un hebdomadaire de gauche, le « National Guardian », lui ouvrit ses colonnes environ trois semaines après le crime. C'est la lecture de cet article qui décida Mrs Margaret Oswald à faire appel à son soutien juridique.

Mark Lane est un homme calme et obstiné. Pendant plus de deux ans, il s'est attaché à la défense posthume de cet homme qu'il considérait comme son client, Lee Oswald — et cela, c'est son affaire. Mais ce qui nous importe surtout, c'est que, dans ce but, il a scruté le rapport Warren dans ses moindres détails, l'a passé au crible et s'est livré systématiquement à une véritable confrontation de ses conclusions et des raisons qui les ont motivées. C'est là que son propos devient passionnant. Au-delà de l'enquête purement policière, c'est toute une méthode qui est mise en cause, singulièrement révélatrice du climat qui imprègne la démocratie américaine.

La commission Warren avait, en fait, deux objectifs. L'un, apparent et hautement proclamé, était de découvrir et d'exposer les faits. L'autre, plus secret et implicite, était de protéger « l'intérêt national » en dissipant les rumeurs nuisibles. Qu'entendait-on exactement dans les allées du pouvoir par « rumeur nuisible » ? Pratiquement, tout ce qui pouvait amener à penser que l'assassinat du Président relevait d'une entreprise concertée, émanant d'un groupe organisé, décidé à aller jusqu'au meurtre pour infléchir une politique gouvernementale contraire à ses intérêts. Etant donné la personnalité de John Kennedy, bien des groupements bellicistes ou racistes, pouvaient correspondre à cette définition.

Comme l'écrit Edward Epstein : « Tant que les rumeurs nuisibles étaient fausses, les deux propos étaient compatibles. Mais qu'advient-il si une rumeur contraire à l'intérêt national se révélait vraie ? Le propos explicite de la commission exposée que l'information fut exposée sans considération des conséquences, alors que son propos implicite exigeait que la rumeur fût dissipée sans considération du fait qu'elle était vraie. Dans un conflit de cette nature, l'un des propos de la commission devait dominer l'autre. »

Les contradictions du rapport Warren

Il n'est pas douteux que la commission Warren a toujours tranché dans le sens de l'étouffement. Elle avait toutes les possibilités et, en principe, tous les pouvoirs. Elle disposait de moyens pratiquement illimités, elle pouvait se faire assister de qui elle voulait, faire appel à tous les services gouvernementaux et adopter la procédure qui lui semblait la plus efficace. Pourtant, son travail ne résista pas à un examen un peu approfondi. Le livre de Mark Lane, comme celui d'Epstein, sont des réquisitoires argumentés, implacables, démolissant sans rémission tout l'édifice si soigneusement élaboré.

Pour conclure que Lee Oswald était le seul assassin, la commission Warren a considéré comme prouvés les faits suivants :

- 1) Oswald aurait tiré trois coups de feu, depuis la fenêtre du sixième étage de la Bibliothèque municipale en un peu moins de six secondes.
- 2) La première balle aurait atteint John F. Kennedy dans le dos, aurait traversé son corps, puis atteint à la poitrine le gouverneur du Texas, pour se loger finalement dans la jambe de ce dernier. La seconde balle aurait manqué son but. La troisième, enfin, aurait fracassé la tête du Président.

Or, ces affirmations semblent directement contredites par les faits suivants :

En premier lieu, le rapport d'autopsie, qui déclare que la première balle « est ressortie par la face antérieure du cou » ne concorde pas avec les rapports du F.B.I., établis successivement les 9 décembre 1963 et 13 janvier 1964, d'après lesquels cette balle serait entrée « juste sous l'épaule, à la droite de la colonne vertébrale », mais qu'il a été

« impossible de la retrouver, vu qu'il n'existe pas de sortie ». S'il faut croire en l'exactitude de ces deux rapports, il faut aussi admettre qu'une autre balle a frappé John Connolly et qu'il y avait donc non pas UN, mais DEUX assassins.

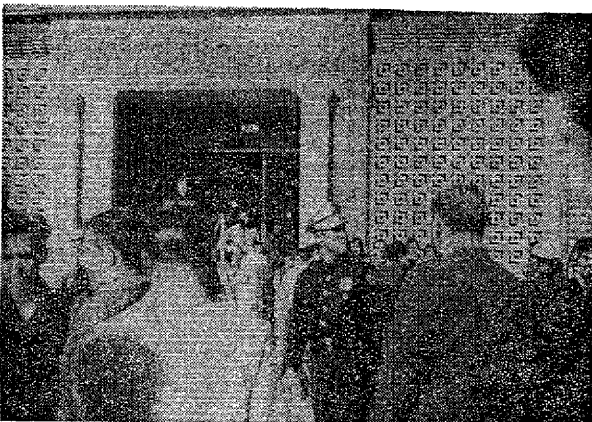
Cette thèse des DEUX assassins répugne profondément à la commission Warren pour des raisons faciles à comprendre. Si Oswald n'a pas agi seul, la thèse du déséquilibré homicide s'effondre. Par là même, une révision totale de tout le mécanisme de l'assassinat, de son élaboration, s'impose — cette révision dont les « hommes d'ordre » que sont les enquêteurs Warren ne veulent à aucun prix, tant ils craignent ce qu'elle pourrait révéler.

Cette crainte éclate à l'évidence dans les méthodes de travail de la commission. Elle a établi son rapport sans même consulter les soixante-cinq photographies et radiographies du corps du Président assassiné qui ont été faites durant l'autopsie pratiquée, au len-

La photo d'« Esquire »

Parmi les procédés les plus discutables de la commission Warren, on ne peut manquer d'être frappé par son refus dédaigné de recevoir les témoignages qui pouvaient contredire sa décision de rendre Oswald responsable de tout. Les cinquante et un témoins affirmant avoir entendu des coups de feu partir du terre-plein situé en contre-bas de la voie ferrée qui se trouvait en face du cortège présidentiel, furent considérés comme non valables. Mais depuis la parution du livre de Mark Lane, qui insistait sur cette anomalie, une photo publiée ces jours-ci par l'hebdomadaire « Esquire » vient de faire rebondir de façon spectaculaire cet aspect de l'affaire.

Cette photo fait partie d'une film en couleurs pris par un habitant de Dallas, Mr. Max. L'agence « United Press International » l'acheta à l'époque, et le déposa dans ses archives. Au début de cette année, un enquêteur privé s'intéressa à cette image



Ces deux versions de la même photo, prise immédiatement après l'attentat, illustrent les méthodes Warren. Sur la première, conforme à l'original, un homme figure à l'extrême droite dans lequel les agents du FBI crurent pouvoir identifier Ruby. La seconde est celle que la Commission inséra dans son rapport. L'homme qui aurait pu être Ruby a été effacé — et, avec lui, une preuve possible.



demain du meurtre, de l'hôpital militaire de Bethesda. Ces documents, dont l'importance ne peut échapper à personne, ont été remis par la famille Kennedy aux Archives nationales, mais il a été spécifié que personne ne pourrait les consulter sans une autorisation spéciale du gouvernement. Cette autorisation n'a été accordée jusqu'à présent qu'à deux médecins de l'armée qui ont déclaré brièvement, sans entrer dans le moindre détail, que les radiographies confirmaient les thèses officielles.

Enfin, il est impensable que Lee Oswald ait pu tirer trois balles en six secondes — exactement cinq secondes quatre dixièmes — à plus de 75 mètres de distance, et atteindre avec tant de précision une cible mouvante.

Mark Lane a recueilli le témoignage de l'officier de « Marines » qui fut, un temps, Oswald « parmi ses hommes. Celui-ci était un tireur plus que médiocre. Or, en automne 1964, alors qu'il faisait une tournée de conférences en Europe, l'avocat demanda à un champion de tir danois, membre de l'équipe de son pays aux Jeux olympiques, de réaliser la même performance. Le champion danois (qui, précisons-le, s'était classé parmi les premiers de sa spécialité aux Jeux de Tokyo, mit plus de sept secondes pour atteindre, trois fois la cible.

même que la photo d'« Esquire » tendait, en effet, à démontrer que le président avait été frappé de face, et non de dos. L'aventure de Lee Bowers ne s'arrêta pas là. Il appartient à une déplorable communauté — celle des témoins de l'affaire Oswald qui sont morts de façon inattendue depuis le début de l'enquête.

Le 6 août dernier, Lee Bowers était au volant de sa voiture neuve et roulait paisiblement. Soudain, il perdit le contrôle de son véhicule et rentra dans un mur. Le médecin de l'hôpital où il devait mourir quelques instants après y avoir été transporté, fut très étonné du bizarre « état de choc » dans lequel il se trouvait, et qui ne correspondait pas au genre d'accident où il se trouvait impliqué. Quant à la femme de Bowers, elle commença par affirmer que la mort de son mari était tout à fait normale. Plus tard, cependant, elle finit par reconnaître devant un journaliste qu'on lui avait « ordonné » de se taire. Mais on ne put jamais obtenir d'elle qu'elle dise qui était à l'origine de cette interdiction, et quels arguments on avait employés pour la convaincre de s'y conformer.

Des morts étranges

Avec Lee Bowers, c'est environ une quinzaine d'hommes et de femmes qui n'auront plus jamais l'occasion de révéler ce qu'ils ont vu ou découvert. Citons le journaliste Bill Hunter, envoyé spécial à Dallas du quotidien californien « Long beach press telegram ». Bill Hunter avait pu parler à Ruby quelques heures après le meurtre et un de ses amis avait signalé cette conversation à la commission Warren. Cinq mois plus tard, en pleine enquête de la commission, il fut tué « accidentellement » par un policier, au commissariat de Long Beach. Après avoir donné plusieurs explications différentes, le policier déclara que son arme était partie par erreur alors qu'il s'exerçait à désigner le plus rapidement possible... Tom Howard, avocat de Dallas qui fut, lui aussi, un entretien avec Ruby et un ami de celui-ci, George Senator, mourut d'une crise cardiaque apparemment normale. Mais ses amis avaient tous été frappés par « un étrange comportement » avant sa mort...

Hank Kilian, mari d'une des strip-teaseuses du cabaret de Ruby — toujours lui — fut découvert, la gorge tranchée, le 11 mars 1964, gisant mort dans la rue. Le police classa l'affaire, jugeant qu'il s'était tué en tombant contre une vitrine et en la brisant. Il était un des rares familiers de Ruby, susceptibles de prouver qu'il connaissait Oswald avant l'attentat.

Jim Koetbe, reporter au « Times Herald » de Dallas, fut assassiné dans son appartement, en sortant de sa salle de bains, par un mystérieux spécialiste de « karaté ». Il préparait un livre sur le crime, ses amis cherchèrent vainement les documents qu'il avait rassemblés et qu'on ne devait jamais retrouver.

Dorothy Kilgallen, journaliste elle aussi, avait interviewé Ruby, en privé, pendant son procès. Elle succomba à la suite d'une trop forte absorption de barbituriques — ses amis en furent fort surpris car elle n'avait pas l'habitude de se droguer. Après avoir entendu Ruby, Dorothy Kilgallen avait déclaré que le meurtrier d'Oswald était sûr que des personnages très influents, résidant dans la région de Dallas, se préparaient à le tuer pour l'empêcher de parler et qu'il ne dirait toute la vérité que si on le transférait dans une autre prison...

Nancy Jane Mooney fut découverte pendue dans la cellule où elle avait été incarcérée pour « désordre sur la voie publique ». Nancy, qui n'avait jamais manifesté aucune velléité de suicide, travaillait pour Ruby et était une de ses intimes... On n'en finirait plus s'il fallait citer tous ces décès mystérieux. Mais le plus grand mystère est qu'ils aient si peu inquiété les membres de la commission Warren.

En attendant l'année 2039

C'est que l'attitude de la commission Warren dépasse largement le cadre de l'assassinat de John F. Kennedy — et c'est bien là ce qui épouvante l'opinion américaine. Mettre en cause les travaux de la commission, c'est mettre en cause les plus hautes autorités morales et sociales de la nation. C'est dénoncer la Cour suprême en la personne de son président, les deux grands partis politiques également représentés, le F.B.I., les services secrets, l'immense conspiration du silence et de l'étouffement. Surtout, c'est regarder d'un œil nouveau un des hommes les plus puissants du monde, un de ceux qui concentre entre ses mains les pouvoirs les plus étendus et les plus exorbitants, le successeur de Kennedy, le politicien texan, Lyndon B. Johnson, président des Etats-Unis. A une récente émission de radio où les auditeurs peuvent donner leur avis par téléphone, le speaker avait posé la question : « Qui est responsable de la mort de John Kennedy ? » 21 % des réponses furent : « Lyndon Johnson ». Cela signifie-t-il que ces Américains-là croient que c'est la main du président actuel qui a armé l'assassin ?

Suite page 10

(1) Robert LaFont.
(2) Arthaud.

QUI A TUÉ KENNEDY ?

Suite de la page 15.

les assassins) du président assassiné ? Non, sans doute. Mais, à tout le moins, cela veut dire que l'attitude de Lyndon Johnson leur paraît étrange et laisse le champ libre aux plus redoutables incertitudes...

A la suite de la parution du livre de Mark Lane, le représentant démocrate Kupferman a demandé officiellement qu'une nouvelle commission d'enquête soit nommée. Mark Lane a lancé une pétition en ce sens, qui a déjà reçu des milliers d'approbations. Mais il est plus exigeant que M. Kupferman. Il demande d'abord que cette commission soit composée de personnalités indépendantes, sur lesquelles la Maison Blanche n'ait pas de moyens de pression. Et, pour qu'elle puisse travailler efficacement, il réclame pour ses membres le droit d'accéder aux pièces à conviction — en tout cas, à ce qui en reste — qui sont actuellement sous séquestre, par décision présidentielle, jusqu'en... 2039 !

Avant la parution de son livre, aucune chaîne de radio ou de télévision ne voulait lui permettre d'exposer ses idées. Actuellement, il figure au programme de 185 d'entre elles, réparties dans les plus grandes villes des Etats-Unis. Cette nouvelle réaction des grands moyens de diffusion est importante. Elle fait peur aux Autorités qui continuent à défendre le rapport Warren. Mais il est bien difficile, au-delà d'un certain point, d'arrêter la vérité en marche.

« Qui a tué Kennedy ? » On ne peut encore répondre à cette question. Mais le fait qu'on se la pose dénote déjà un changement appréciable. Quand on demande à Mark Lane ce qu'il attend de son action, il réplique :

— **Savoir qui a tué mon Président, et pourquoi.**

Les deux termes du problème sont intimement liés. Résoudre l'un, c'est sans doute résoudre l'autre.